

Publié le 27 avril 2018

## **Blocage des universités : derrière la loi ORE, la convergence des luttes**

***Depuis le 8 mars, des minorités d'étudiants bloquent amphithéâtres et facultés pour protester contre la loi ORE (Orientation et réussite des étudiants). Derrière le prétexte d'une sélection déguisée, se profile une idéologie violente et nihiliste...***

«J'utilise les mots utilisés dans nos luttes» affirme une jeune étudiante dans une émission de David Pujadas<sup>1</sup>. Dans l'université de Tolbiac, les étudiants bloqueurs ont créé un «auto-média». Ils préparent des «auto-conférences» et proclament que l'université est en «auto-gestion». Le mouvement de protestation dans les universités s'est peu à peu étendu à plusieurs universités en partant de Toulouse (Rennes II, Bordeaux II, Montpellier, Paris I, etc.). Quelle est la cause de ce mouvement qui, de loin, pourrait faire penser à Mai 68 ?

### **La loi ORE**

L'année dernière, 17 000 bacheliers<sup>2</sup> n'étaient toujours pas inscrits dans une faculté lors de la rentrée universitaire. Après différents réglages, environ 3 000 étudiants n'ont pas été inscrits à l'université, ce qui remet en cause la pertinence du système informatique Admission Post Bac. Cette plateforme est un processus de répartition opaque des étudiants : elle classe les vœux des bacheliers et les répartit dans les différentes facultés. Elle a été critiquée lors de la dernière rentrée, notamment pour des défaillances qui ont obligé certaines universités à effectuer un tirage au sort. Fin septembre, la ministre de l'Enseignement supérieur a annoncé que le site allait être abandonné et remplacé par un autre : le tout nouveau Parcoursup, issu de la loi du 8 mars 2018, dite ORE, ou Vidal.

Le changement est important. Si la loi réaffirme un droit général à l'accès à l'enseignement supérieur, elle ajoute de nouvelles modalités d'admission pour désengorger les filières dites «sous tension». Ainsi, le dossier scolaire du futur étudiant sera pris en compte, les directeurs et présidents d'université auront une liberté de choix, en fonction de la spécialisation de l'élève et de la qualité de son parcours. Les universités émettent dorénavant une liste «d'attendus», qui permettront aux étudiants de savoir s'ils sont réellement capables de suivre tel ou tel cursus. Des «fiches avenir» existent pour que les professeurs de terminale donnent leur avis sur le choix du futur étudiant et qu'elles apparaissent dans le dossier Parcoursup.

---

1 - [Breizh Info](#), la vidéo.

2 - [Sud-Ouest](#), article du 12 juillet 2017.

Il s'agit bien d'une forme de sélection à l'entrée des universités et ce dans le cadre du droit général d'accès à l'enseignement supérieur. La question est de trouver un système qui permette aux universités de pouvoir gérer la croissance des amphithéâtres et des étudiants dans des structures aujourd'hui de trop petite taille. La question plus générale que l'on peut se poser est celle-ci : tous les étudiants titulaires d'un baccalauréat sont-ils capables de réussir dans l'enseignement supérieur ?

## **La contestation de la loi ORE**

Cette loi a soulevé de nombreuses contestations au sein d'une certaine population étudiante. Les contestataires disent craindre qu'elle engendre une université fondée sur une forme de discrimination, qui reproduit des inégalités sociales, favorisant les enfants issus de milieux aisés et délaissant ceux qui sont issus d'un milieu défavorisé. Le mouvement concerne essentiellement les facultés de Lettres et de Sciences humaines et, pour le soixantième anniversaire de Mai 68, certains se verraient bien soulever des pavés pour y trouver la plage.

Organisés en assemblées générales, réunissant entre 600 et 3 000 étudiants en fonction des facultés, les contestataires ont voté majoritairement le blocage et l'occupation des locaux d'une quinzaine de facultés en France (Tolbiac à Paris, Rennes, Bordeaux, Toulouse ou Nancy, Metz, etc.). Si le mouvement étudiant semble prendre de l'ampleur, les bloqueurs sont cependant une minorité : il ne s'agit que d'un faible pourcentage des étudiants, et une grande majorité silencieuse est menacée de ne pas passer ses examens de fin d'année. À Tolbiac, par exemple, on dénombre 200 bloqueurs pour plus de 10 000 étudiants inscrits. À Montpellier, une cinquantaine d'étudiants bloquaient un amphithéâtre... Ces occupations ne sont pas anodines. Les coûts des dégâts sont élevés ; les détériorations, comprenant tags et destruction de matériels, vont engendrer des réparations coûteuses. L'Université de Montpellier annonce 300 000 euros de dommages ; le ministère de l'Enseignement supérieur parle d'un montant atteignant le million d'euros pour l'ensemble des facultés.

Face aux occupations, l'État n'est pas resté inactif. Avec prudence, dans la hantise de créer un nouveau précédent après l'affaire Rémi Fraysse<sup>3</sup>, les CRS débloquent progressivement les facultés en attendant le moment le plus favorable. Le 20 avril, l'université de Tolbiac était évacuée. Cette semaine, Nancy et Metz l'ont été également.

## **Une nouvelle «Commune» ?**

La particularité du mouvement fut très marquée sur le site de l'université de Tolbiac. Dès le début du blocage, deux cents étudiants ont organisé une communauté baptisée «la commune libre de Tolbiac». Le savoir traditionnel a été évincé pour laisser place à des conférences, bien spécifiques, dont les thèmes, allant de l'antiracisme à l'anti-spécisme<sup>4</sup>, sont sans rapport avec la loi ORE. Dans l'imaginaire populaire de la Gauche, le terme de «commune» a une saveur particulière : il évoque Louise Michel et les premiers émois du féminisme, la ville de Paris libérée de l'État et une forme plus ou moins aboutie de société marxiste, après la victoire des prolétaires sur les bourgeois. Une

---

3 - Jeune homme tué par une grenade lacrymogène au barrage de Sivens.

4 - Par opposition au spécisme, qui affirme qu'il existe une hiérarchie entre les espèces, notamment les humains et les animaux.

vision idéalisée et quelque peu mythifiée... Pendant près d'un mois, les «étudiants» de Tolbiac ont été totalement libres de créer leur propre règlement intérieur, leur propre média (auto-média dispensant des auto-conférences), leur propre système de défense, d'approvisionnement et d'échanges : un véritable petit État au cœur de l'Université. «Il s'agit de se réapproprier la Fac» affirme encore Juliette<sup>5</sup> dans l'émission de David Pujadas. Cette réappropriation de la faculté s'est traduite par un changement des contenus des cours, du nom des amphis et par la mise en place d'un langage propre. Tout d'abord, l'écriture «inclusive», destinée à éviter que la langue soit dominée par le masculin. Elle est de mise tant dans les programmes de cours alternatifs que dans les sous-titres des vidéos ou des tags saccageant les murs. Tout un champ lexical rappelle une forme de lutte des classes. Il existe une «oppression systématique» exercée par des «privilegiés» sur des «minorités». Ce langage s'enrichit de nouveaux termes, comme «racialisé», qui désigne une personne de couleur par rapport à une personne «non-racialisée» : le «blanc oppresseur». L'homme né biologiquement homme et «qui se définit en tant qu'homme» est «cisgenre». L'homme biologiquement mâle n'a pas de «genre», il doit en trouver un ou plusieurs qui le «gendreront» : «transsexuel» ou «pansexuel», «queer» ou les «genderfluid<sup>6</sup>»... il y a plus de cinquante possibilités de choix !

Véhiculée par l'«auto-média» et exposée dans des «auto-conférences», toute une thèse est développée selon laquelle existerait une oppression patriarcale, raciste et homophobe sur des minorités qui, seules, ne peuvent se défendre.

## **Une convergence des luttes contre une cible...**

C'est donc un véritable corpus idéologique qui pointe derrière le blocage des universités. Les «cours alternatifs<sup>7</sup>», à Tolbiac par exemple, sont dispensés par des intervenants connus comme le groupe Attac (groupement activiste) ou encore Gérard Filoche (le cofondateur de SOS Racisme). Gérard Filoche a participé à un cours sur «Macron et sa société sans statut et sans cotisation sociale». Le mouvement Attac s'est attaqué à un cours sur «les stratégies dans les mouvements étudiants». Le GENEPI<sup>8</sup>, présent également, a participé quant à lui à une conférence sur les «inégalités sociales en prison» et, plus généralement, sur la problématique carcérale française.

Sur l'emploi du temps de la commune libre, on peut également trouver des ateliers «non mixtes», c'est-à-dire interdits aux «opresseurs». Ainsi, un atelier «en non-mixité inclusive» était réservé à tous ceux qui n'étaient pas «des hommes cisgenres», ceci pour lutter contre l'oppression patriarcale, afin que les «victimes» puissent posséder un total espace de liberté. La convergence des luttes ne s'arrête pas là. La sœur d'Adama Traoré<sup>9</sup> a également tenu une conférence, alimentant le discours antiraciste et la haine des policiers. À Rouen, c'est la cause des migrants qui a été défendue vigoureusement, avec le témoignage de quatre migrants. Mais ce n'est pas tout !

---

5 - [Breizh Info](#), la vidéo.

6 - Loin de la binarité homme-femme, le genre se vit dans le mouvement et la fluidité.

7 - [Le Monde](#) du 24 avril 2018.

8 - Le GENEPI est une association estudiantine qui souhaite favoriser le décroisement des institutions carcérales par la circulation des savoirs entre les personnes enfermées, ses bénévoles et la société civile.

9 - Mort en juillet 2016 dans une gendarmerie.

Derrière le paravent de la contestation de la loi ORE transparaît une véritable tentative de fédérer les luttes des minorités pour acquérir toujours plus de droits. C'est la détestation de tout un monde qui pointe : un monde où le blanc (colonisateur) a fait des noirs des esclaves, où l'homme a asservi les femmes, où les êtres humains massacrent les animaux, etc. Une véritable haine non pas simplement raciale, mais systématique de tout ce que représente l'homme dans son équilibre «naturel».

La lutte contre le fascisme révèle une certaine puissance des mouvements antifas dans le blocage des universités. À Montpellier, les étudiants bloqueurs ont été délogés par une société privée qu'ils considèrent comme fasciste. À Tolbiac, ce sont des groupes de droite qui ont essayé de lever le blocage des antifas. Toutes les luttes des minorités sont prises en compte par ces mouvements étudiants : les causes kurde et palestinienne (que l'on devine derrière des tags antisémites sur les murs, même si les «organisateur» affirment qu'il s'agit d'actes isolés), les causes LGBT, l'antiracisme et même l'anti-spécisme (comment expliquer la présence d'un chien assis sur une chaise dans une vidéo de la commune libre de Tolbiac, présentant son auto-média<sup>10</sup> ?).

Il n'y a pas que les discours qui expriment cette idéologie de la convergence des luttes. Il y a aussi les symboles : les amphithéâtres de Tolbiac ont été renommés : on trouve ainsi l'amphi Rémy Fraysse, l'amphi Adama Traoré ou encore l'amphi PKK (milice kurde, qui se bat pour l'indépendance du Kurdistan).

Toute cette idéologie est finalement éloignée de la loi ORE, laquelle a servi de prétexte à cette éruption contestataire.

## Que faut-il en penser ?

Contrairement à Mai 68, le mouvement ne s'est pas étendu à toutes les universités et il n'a pas été supporté par la population. Même dans la ligne de «Nuit debout», il n'a attiré que peu de sympathie. Les «bloqueurs» ne s'aperçoivent pas que leur langage est en retard au moins d'une génération. Il est la preuve d'un vide intérieur profond, d'une difficulté adolescente d'accepter la différence, d'une impuissance à s'insérer dans une société qui ne fait plus de cadeaux. Quant à leur revendication de la justice, il y a de quoi hausser les épaules. Comment parler de «justice» quand on détruit les locaux qui doivent abriter des véritables étudiants, quand on empêche ceux qui veulent sérieusement préparer leur avenir et servir la société de passer les examens requis ? Quand on revendique la justice, il faut d'abord la pratiquer ! Cette constatation montre aussi – et cela est plus grave – le nihilisme intérieur d'une partie de la jeunesse qui ne veut pas ou est encore impuissante à en sortir. Cela doit nous interpeller profondément.

Pierre Hardon

Retrouvez cet article sur [srp-presse.fr](http://srp-presse.fr)

---

10 - Voir [la vidéo](#).